

**EVALUATION EMPIRIQUE DES EFFETS DES INVESTISSEMENTS
DIRECTS ETRANGERS SUR LES PERFORMANCES INDUSTRIELLES
DANS LA ZONE CEMAC**

EMPIRICAL EVALUATION OF THE EFFECTS OF FOREIGN DIRECT
INVESTMENT ON INDUSTRIAL PERFORMANCE IN THE CEMAC ZONE

Par

Wolf Ulrich AKIANA MFERE

**Doctorant à la Faculté des Sciences Economiques, Laboratoire de Recherche
et d'Etudes Economiques et Sociales (LARES), Université Marien Ngouabi,
Brazzaville-Congo.**

&

Bethuel MAKOSSO

**Maître de Conférences, Faculté des Sciences Economiques, Laboratoire de
Recherche et d'Etudes Economiques et Sociales (LARES), Université Marien
Ngouabi, Brazzaville-Congo.**

Résumé :

L'objectif de cet article est d'évaluer empiriquement les effets des IDE sur les performances industrielles de la CEMAC pendant la période 2000-2020 avec comme proxy la valeur ajoutée industrielle, l'emploi dans le secteur industriel, la valeur ajoutée manufacturière et l'indice de capacité de production. Les différentes régressions des modèles GMM en panel dynamique montrent d'une manière générale que les IDE entrants dans la CEMAC n'ont pas amélioré les performances industrielles des pays. Ils n'ont pas aussi favorisé l'industrialisation et la transformation structurelle tant souhaitées par les pays en vue d'atteindre l'émergence économique. Sur la base des résultats obtenus, notre article propose trois implications de politique économique. La première consiste à une sélectivité des investisseurs étrangers orientés vers le secteur de transformation afin de promouvoir l'industrialisation et d'augmenter la part de

l'emploi industriel dans l'emploi total. La deuxième consiste à renforcer le capital humain pour bâtir des compétences pour l'industrialisation ainsi qu'à renforcer le rôle des institutions pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'application de la politique industrielle. La troisième c'est la création des conditions de production dans les capitales des pays de la CEMAC afin que l'urbanisation soit réellement un facteur clé de l'industrialisation.

Mots clés : Effet; IDE; performances industrielles; CEMAC.

Abstract:

The objective of this article is to empirically evaluate the effects of FDI on the industrial performance of the CEMAC during the period 2000-2020 with, as a proxy, the industrial value added, employment in the industrial sector, the manufacturing value added and the production capacity index. The different regressions of the dynamic panel GMM models generally show that inward FDI in CEMAC has not improved the industrial performance of the countries. They have also not promoted the industrialization and structural transformation so desired by countries in order to achieve economic emergence. Based on the results obtained, our article proposes three implications for economic policy. The first consists in the selectivity of foreign investors oriented towards the processing sector in order to promote industrialization and increase the share of industrial employment in total employment. The second is to strengthen human capital to build skills for industrialization as well as to strengthen the role of institutions for the development, implementation, monitoring and enforcement of industrial policy. The third is the creation of production conditions in the capitals of the CEMAC countries so that urbanization is really a key factor in industrialization.

Keywords: Effect; IDE; industrial performance; CEMAC.

I.INTRODUCTION

L'histoire économique montre que vers la fin des années 60, les flux de capitaux en provenance des pays développés avaient beaucoup augmenté en Afrique et aussi dans la CEMAC afin de susciter l'industrialisation. L'Aide Publique au Développement (APD) était donc supposée être bonne pour booster l'industrialisation mais elle a fini par montrer son incapacité et par rendre dépendants les pays bénéficiaires (Severino et Olivier 2007)¹. Selon l'OCDE (1999), l'investissement direct étranger (IDE) dans les pays en développement représente la plus importante source financière disponible pour mettre en œuvre le développement industriel. Il est plusieurs fois supérieur à l'Aide Publique au Développement consacrée à l'industrialisation des pays en développement (Islem et al. 2017). Les IDE peuvent jouer un rôle de catalyseur au développement du secteur industriel de l'Afrique en général et de la CEMAC en particulier. En Afrique, l'industrialisation est considérée comme un outil majeur de son développement économique (Sulser et al. 2015). Elle contribue de manière significative à réduire la pauvreté et à créer plus d'emplois, à améliorer le capital humain (Young, 2012), à contribuer à la diversification économique et à l'investissement domestique (Duarte et Restuccia, 2010).

Malgré cette importance démontrée des IDE pour l'industrialisation d'une part, et de l'industrialisation pour le développement économique de l'autre, on observe une faible attractivité des IDE en Afrique et une réelle désindustrialisation du continent. Comme le montre la figure n°1 ci-dessous, l'Afrique est la région qui attire moins d'IDE dans le monde. Elle est aussi la moins industrialisée par rapport à d'autres régions (CNUCED, 2018). Selon la CNUCED (2015), 21% des IDE reçus en Afrique ont été alloués au secteur industriel; 31% pour le secteur agricole et 48% pour le secteur des services.

Les données de la Banque Mondiale (2018) montrent que dans la composition du PIB, le secteur industriel de la CEMAC occupe la deuxième place après les services. Mais cette part demeure encore faible de l'ordre de 36,56% comparativement à la zone UEMOA dont la contribution en

¹ : Jean Michel Severino et Olivier Charnoz (2007) « L'Aide Publique au Développement », Editions La Découverte, collection Repères, Paris.

moyenne se situe à 62%. Les économies des pays de la CEMAC sont donc fondées sur les services et présentent de faibles capacités productives. Les services contribuent au PIB à hauteur de 40% ou plus dans la quasi-totalité des pays membres de la CEMAC. Selon l'ONUDI (2020), les pays de la CEMAC sont classés parmi les 20 derniers du classement sur 152 pays selon l'indice de compétitivité industrielle. Pour l'année 2020², la Banque mondiale a publié son classement, « Doing Business ». De ce classement, il en découle que les pays membres de la CEMAC sont mal positionnés. Avec les rangs allant de la 167ème place à la 184ème place sur 190 pays classés. On peut en déduire qu'il y a une relation étroite entre l'attractivité des IDE et la performance industrielle dans la zone CEMAC.

Qu'il s'agisse des plans « Cameroun vision 2035 », « Congo vision 2025 », « Plan stratégique Gabon Emergent » ou du « Plan national de développement du Tchad 2013-2015 », les pays de la CEMAC identifient les IDE comme éléments essentiels pour la réussite de ces plans de développement. Mais ces dernières années, il est enregistré d'une manière générale, une baisse significative des IDE dans la CEMAC pendant que le besoin de financer et de développer l'industrie par les capitaux étrangers se fait sentir. En effet, d'après la CNUDED (2017), les IDE entrants dans la CEMAC sont passés de 7.227,43 millions de dollars en 2014 à 3.478,84 millions de dollars en 2017. Bhattacharya et Sharma (1997) montraient déjà que les pays de la zone CFA qui regroupent l'UEMOA et la CEMAC bénéficient moins des flux de capitaux privés par rapport aux autres pays d'Afrique Subsaharienne et se caractérisent par un faible degré d'industrialisation. Le niveau d'attractivité des IDE peut donc expliquer le niveau d'industrialisation étant donné que les politiques d'attractivité des IDE peuvent être mises en œuvre dans un pays ou groupe de pays en vue de favoriser la transformation structurelle et l'industrialisation.

II.PROBLEMATIQUE

² : Pour plus d'informations, consulter : Doing Business 2020 : les pays de la CEMAC au bas de l'échelle (actu cameroun.com) et Classement des pays africains selon le Doing Business 2020 (agenceecofin.com).

Les résultats des études empiriques sur l'IDE, la croissance et l'industrialisation fournissent deux catégories de résultats. La première catégorie de ces études souligne l'existence de retombées positives des IDE sur la croissance économique et sur l'amélioration de la productivité totale des facteurs du secteur industriel (Borensztein et al. 1998). La seconde catégorie par contre, trouve un effet négatif ou mitigé car l'ampleur des IDE sur l'économie d'accueil dépend d'un certain nombre de caractéristiques liées à l'entreprise, à l'industrie et à l'économie du pays bénéficiaire (Djankov et Lokman, 2000).

En dépit de ces controverses, il est de plus en plus admis que les IDE exercent une influence sur les performances industrielles à l'exemple des pays émergents d'Asie qui ont pu diversifier leurs économies et développer leur base industrielle sur une politique offensive d'attractivité des IDE. Généralement, les IDE peuvent améliorer les performances industrielles à travers deux mécanismes (Islem et al. 2017). Un mécanisme direct qui explique l'apport soutenu des IDE sur l'emploi industriel et la production manufacturière des biens à forte valeur ajoutée (Rodriguez-Clare, 1996 ; Markusen et Vendables, 1999) et un mécanisme indirect qui renforce le lien entre IDE et transfert de technologie et qui agit sur la production industrielle (Haskel et al. 2007). Dans ce cas on cherche à savoir si la présence des entreprises étrangères dans l'économie nationale ou régionale permet-elle le transfert de la technologie vers les entreprises locales à travers les externalités positives « spillovers » qu'elles exercent sur ces dernières. Il s'avère que la politique d'attractivité des IDE engagée dans la CEMAC à partir des années 90, s'inscrivait dans une logique de diversification des sources de financement des économies nationales et ce, pour l'amélioration de la croissance économique et le développement des industries manufacturières.

En s'appuyant sur le mécanisme direct, la question centrale de ce chapitre est celle de savoir sur quel mécanisme direct les IDE entrants dans la zone CEMAC peuvent-ils avoir un effet sur les performances industrielles de celle-ci ? En d'autres termes, l'entrée des IDE dans la zone CEMAC permet-elle le développement de son secteur industriel ? Nous supposons dans ce travail que le développement du secteur industriel de la CEMAC se traduit d'une part, par la croissance du secteur manufacturier et du secteur industriel et de l'autre, par l'amélioration des capacités productives. C'est ainsi que de cette question centrale, découle les questions de recherche <http://revues.imist.ma/?journal=REGS> **ISSN: 2458-6250**

spécifiques suivantes : Quel est l'effet des IDE entrants sur le secteur industriel et manufacturier de la CEMAC ? Quel est l'effet des IDE entrants sur les capacités productives des pays de la CEMAC ?

L'objectif général de cet article, est d'étudier empiriquement les effets des IDE sur les performances industrielles des pays de la CEMAC. De cet objectif général découle les objectifs spécifiques suivants : Etudier l'effet des IDE entrants sur le secteur industriel et le secteur manufacturier de la CEMAC (1) ; Etudier l'effet des IDE entrants sur les capacités de production des pays de la CEMAC (2).

Ainsi, cet article présente un grand intérêt pour deux principales raisons : d'abord, elle permet de vérifier si l'industrialisation prônée en bloc par les pays de la CEMAC en vue d'atteindre l'émergence économique s'est réalisée ou non à travers les IDE entrants pendant la période de l'étude. Ensuite, il tient compte sur le plan empirique, des capacités productives des pays pour analyser leurs performances industrielles par le biais d'un nouvel indicateur non encore utilisé dans nombre de travaux empiriques, l'indice des capacités productives (PCI). L'utilisation de cet indice permettra aux décideurs de la CEMAC de se faire une idée de l'état actuel des capacités productives de leur pays et du rôle joué par les IDE dans le programme de transformation structurelle ; ce qui constitue l'innovation majeure.

III.METHODOLOGIE

Elle présente les sources de données, les variables de l'étude et le modèle économétrique.

III.1. Présentation des sources des données

Les données sont des séries annuelles couvrant la période 2000-2020. Elles sont disponibles et accessibles dans deux sources : la base de données de World Development Indicators (WDI) de la Banque Mondiale et celle de la CNUDED. Le choix de la période est guidé par la disponibilité des données et le souci d'avoir un panel cylindré. Les données sont traitées à l'aide des logiciels STATA et GRETL.

III.2. Présentation des variables de la performance industrielle (variables à expliquer)

<http://revues.imist.ma/?journal=REGS>

ISSN: 2458-6250

Michaël et Kafando (2012)³ utilisent deux indicateurs pour mesurer les performances industrielles d'un pays. Le 1^{er} indicateur sans doute le plus souvent utilisé est la valeur ajoutée manufacturière (VAM) qui donne la contribution directe du secteur à l'activité économique et à la création de richesses dans le pays (hors externalités). Le second indicateur est la valeur ajoutée du secteur industriel par tête (ou divisée par la population totale). Cet indicateur représente combien (en dollar constant) un individu moyen du pays produit de biens appartenant au secteur industriel en une année. Il y a aussi le poids de l'emploi dans le secteur industriel sur l'emploi total (Nkoa, 2016). L'ONUDI explique la performance industrielle par l'indice de compétitivité industrielle. La CNUCED (2020) mesure la performance industrielle des pays à travers l'indice des capacités productives (PCI).

Nous cherchons à savoir sur quel mécanisme direct, les IDE entrants dans la CEMAC exercent un effet sur l'industrialisation. A cet effet, comme dans les études de Nkoa (2016) ; Michaël et Kafando (2012) et Folasade et al. (2016)⁴, nous considérons d'abord, la valeur ajoutée manufacturière (VAM), la valeur ajoutée industrielle (VAI) et l'emploi dans le secteur industriel (Empl_Ind) comme les variables mesurant la performance industrielle des pays. Ensuite, nous utilisons l'indice de capacité productive (PCI) de la CNUCED comme variable témoignant la capacité de production industrielle des pays. Cet indicateur composite est compris entre 0 (faible capacité productive) et 100 (forte capacité productive). Une faible capacité de production exprime un faible degré de transformation structurelle et une forte capacité de production en revanche traduit un degré de transformation structurelle important. C'est une utilisation innovante de l'indice d'industrialisation.

Au sens large, les capacités productives sont les « ressources productives, capacités entrepreneuriales et liens de production qui, conjugués, déterminent la capacité d'un pays de produire des biens et services et lui permettent de croître et de se développer » (CNUCED, 2006). Les ressources productives sont les facteurs de production, qui comprennent les ressources humaines et naturelles ainsi que le capital financier et physique. Les capacités ou aptitudes

³ : Caractéristiques structurelles et industrialisation en Afrique : Une première exploration. HAL Id: halshs-00659824 <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00659824>.

⁴ Folasade Bosede et al. (2016). "Foreign Direct Investment and Industrial Performance in Africa". The social sciences 11(24):5830-5837, 2016, ISSN: 1818-5800 Medwell Journal, 2016.

entrepreneuriales sont les capacités des entreprises et des ménages de produire des biens et des services. Les liens de production sont les interactions entre les secteurs économiques et entre les entreprises sous la forme d'échanges commerciaux et de flux d'investissement et de technologies entre entreprises ou exploitations agricoles d'un même pays ainsi qu'entre entreprises ou exploitations agricoles de pays différents.

Le choix de cet indice (PCI) dans notre analyse empirique s'explique par le fait que le renforcement des capacités productives est indispensable si l'on veut accélérer la transformation structurelle, promouvoir une croissance économique inclusive et sortir de la fragilité économique dans la CEMAC. Si la transformation structurelle est entendue comme une réallocation des activités et de la main-d'œuvre des secteurs moins productifs vers les secteurs plus productifs, il est attendu qu'elle se traduise par une augmentation du poids du secteur manufacturier dans le PIB, et une baisse de l'emploi agricole au profit de l'emploi industriel notamment. Concrètement, il s'agit de voir si le poids du secteur industriel et ou manufacturier dans le PIB et la part de l'emploi industriel dans l'emploi total se sont significativement plus accrus dans la zone CEMAC à travers les IDE entrants. En évaluant l'effet des IDE sur le processus d'industrialisation de la CEMAC, nous nous basons sur un échantillon global composé de 6 pays de la CEMAC (Cameroun, Congo-Brazzaville, Guinée Equatoriale, Gabon, la République Centrafricaine et le Tchad).

III.3. Présentation des variables explicatives

- **Les IDE** : ils correspondent au total des entrées des IDE en % du PIB. En effet, les IDE entrants est la voie du développement industriel pour les pays d'accueil. Un signe positif est attendu.
- **Le capital humain (icap_hum)** : il saisit l'éducation, les compétences et les conditions de santé de la population, ainsi que l'intégration globale de la recherche et du développement dans la structure de la société à travers le nombre de chercheurs et les dépenses consacrées aux activités de recherche. La dimension de genre est reflétée par le taux de fécondité qui, à chaque augmentation, réduit le score de capital humain. C'est une

nouvelle approche du capital humain. Cet indicateur varie entre 0 (faible capital humain) et 100 (fort capital humain). Nous attendons un signe positif de son coefficient estimé.

- **L'ouverture commerciale (ouv/Com)** : elle est mesurée par la somme des exportations et des importations, divisée par le PIB. Cette ouverture facilite l'échange des biens d'équipement sophistiqués nécessaires à la production des biens industriels. Nous attendons un signe positif de son coefficient estimé.
- **Ressources naturelles (ress_nat)** : elles désignent la disponibilité des ressources naturelles comme l'or, le diamant et le pétrole dans le pays. Elles sont mesurées par la part des exportations des produits pétroliers et miniers dans les exportations totales des pays pour ainsi capturer l'effet des dotations naturelles (Nabil, 2008). Il y a aussi la possibilité d'utiliser la part des bénéfices tirés des ressources naturelles sur les bénéfices totaux. Mais la part des exportations des produits pétroliers et miniers est préférable dans cette étude car cette variable permet d'apprécier le niveau de dépendance du pays aux ressources naturelles. Ainsi, les ressources naturelles peuvent servir de matières premières pour booster l'industrialisation. Ceci en raison des activités qui naissent autour de l'exploitation des ressources naturelles, dans l'industrie et les services. Un signe positif est attendu.
- **Investissement (invest)** : il représente la formation brute du capital fixe notamment la dotation du pays en biens durables. Ces biens durables constituent généralement des infrastructures de production et peuvent accompagner le processus de l'industrialisation. Un effet positif de son coefficient estimé est attendu.

Tableau 1: Récapitulatif des variables sur l'IDE et performances industrielles

Variables	Notations	Signes attendus	Sources
Valeur ajoutée industrielle	va_ind		Banque mondiale, WDI, 2020
Valeur ajoutée manufacturière	Vam		Banque mondiale, WDI, 2020

Emploi du secteur industriel	Empl_ind		Banque mondiale, WDI, 2021
Indice de capacité de production	Pci		CNUCED, 2020
Entrées nettes des IDE	Ide	+	Banque mondiale, WDI, 2020
Indice du capital humain	icap_hum	+	CNUCED, 2020
Ouverture commerciale	ouv_com	+	Banque mondiale, WDI, 2020
Investissement	invest	+	Banque mondiale, WDI, 2020
Ressources naturelles	resss_nat	+	Banque mondiale, WDI, 2020

Source : auteurs

III.4. Spécification du modèle économétrique

Nous utilisons la méthode des moments généralisés avec instrumentalisation des variables basées sur des données de panel dynamique. L'approche GMM en deux étapes est asymptotiquement efficiente et robuste pour la prise en compte de l'hétéroscédasticité⁵. Par ailleurs, l'estimateur GMM en système repose sur deux hypothèses. Premièrement, les instruments utilisés sont valides, c'est-à-dire non corrélés au terme d'erreur (ε_{it}). Cette hypothèse a été testée en utilisant le test de Sargan/Hansen de sur identification. Deuxièmement, l'absence d'autocorrélation d'ordre 2 (AR (2)) dans les résidus et l'autocorrélation négative d'ordre 1 (AR1). C'est le test d'Arellano-Bond qui est utilisé pour tester cette dernière hypothèse. Ainsi pour chaque estimation, nous testons cette hypothèse et vérifions la pertinence des instruments. Nous reportons les p-values associés aux tests d'autocorrélation et pour le test de Hansen pour la validité des instruments. Si

⁵ Blundell et Bond (1998) par des simulations Monte Carlo montre que l'estimation en deux étapes (GMM two- step) est plus efficiente que l'approche en une étape : la matrice de variance covariance est plus robuste.

les probabilités des tests d'Hansen et de Sargan sont toutes supérieures et dépassent 1% ; 5% et 10%, alors les modèles spécifiés sont de bonnes qualité et les instruments sont valides.

En effet, notre modèle économétrique est inspiré des modèles de Nkoa (2016) ; Lectard (2016)⁶d'Islem et al. (2017) et de Etah et Ngouhouo (2020). Selon ces auteurs de façon directe, les IDE accroissent l'industrie du pays d'accueil à travers le capital humain, le commerce, l'investissement domestique, les infrastructures, le climat des affaires et la croissance du PIB. Pour notre part, nous estimons que l'urbanisation et la qualité des institutions sont aussi susceptibles d'influencer le processus d'industrialisation.

En référence des travaux des auteurs cités plus haut, les modèles à estimer se présentent comme suit :

$$Va_{ind_{it}} = \Theta + \alpha Va_{ind_{i,t-1}} + \beta_1 ide_{it} + \beta_2 ress_{nat_{it}} + \beta_3 icap_{hum_{it}} + \varepsilon_{it} \dots \dots \dots (1)$$

$$Empl_{Indu_{it}} = \Theta + \alpha Empl_{Indu_{i,t-1}} + \beta_1 ide_{it} + \beta_2 ress_{nat_{it}} + \beta_3 ouv_{com_{it}} + \varepsilon_{it} \dots \dots \dots (2)$$

$$Vam_{it} = \Theta + \alpha Vam_{i,t-1} + \beta_1 ide_{it} + \beta_2 ress_{nat_{it}} + \beta_3 icap_{hum_{it}} + \varepsilon_{it} \dots \dots \dots (3)$$

$$Pci_{it} = \Theta + \alpha Pci_{i,t-1} + \beta_1 ide_{it} + \beta_2 ouv_{com_{it}} + \beta_3 inv_{it} + \varepsilon_{it} \dots \dots \dots (4)$$

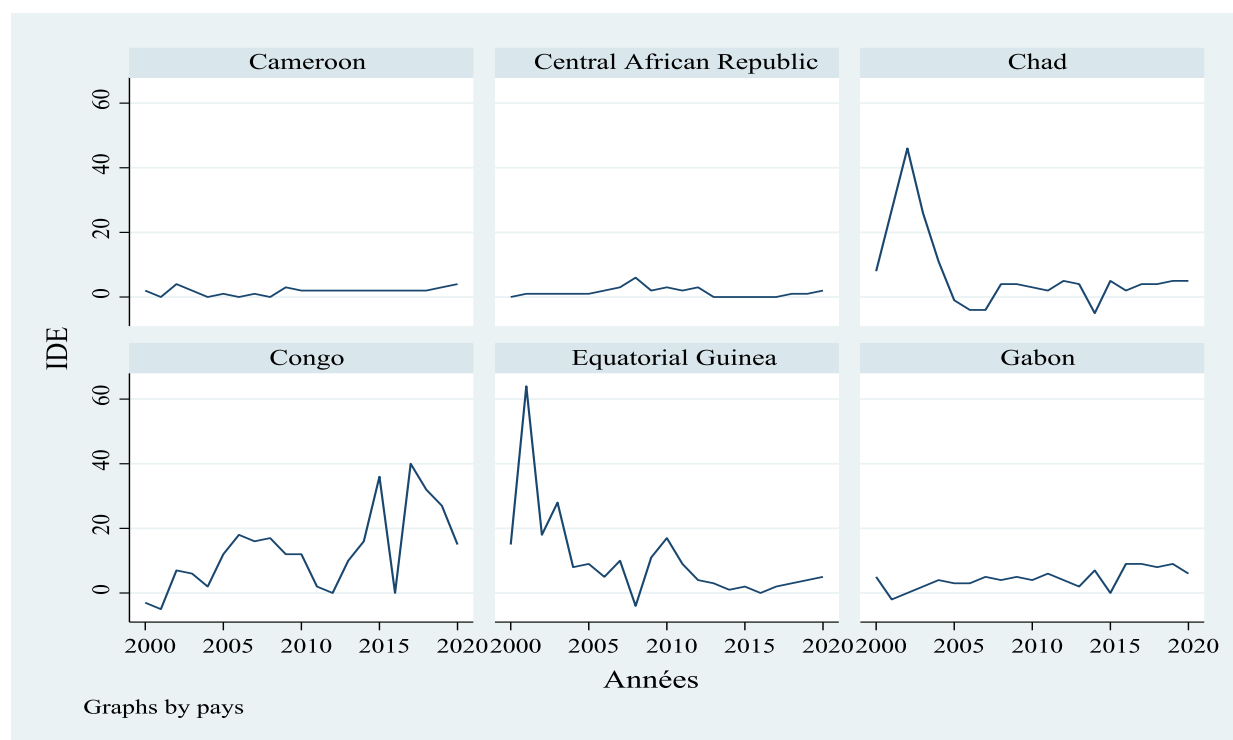
IV. ANALYSE DES RESULTATS

IV.1. Analyse des résultats descriptifs

IV.1.1. Analyse des IDE

Figure 1: Evolution des IDE dans les pays de la CEMAC

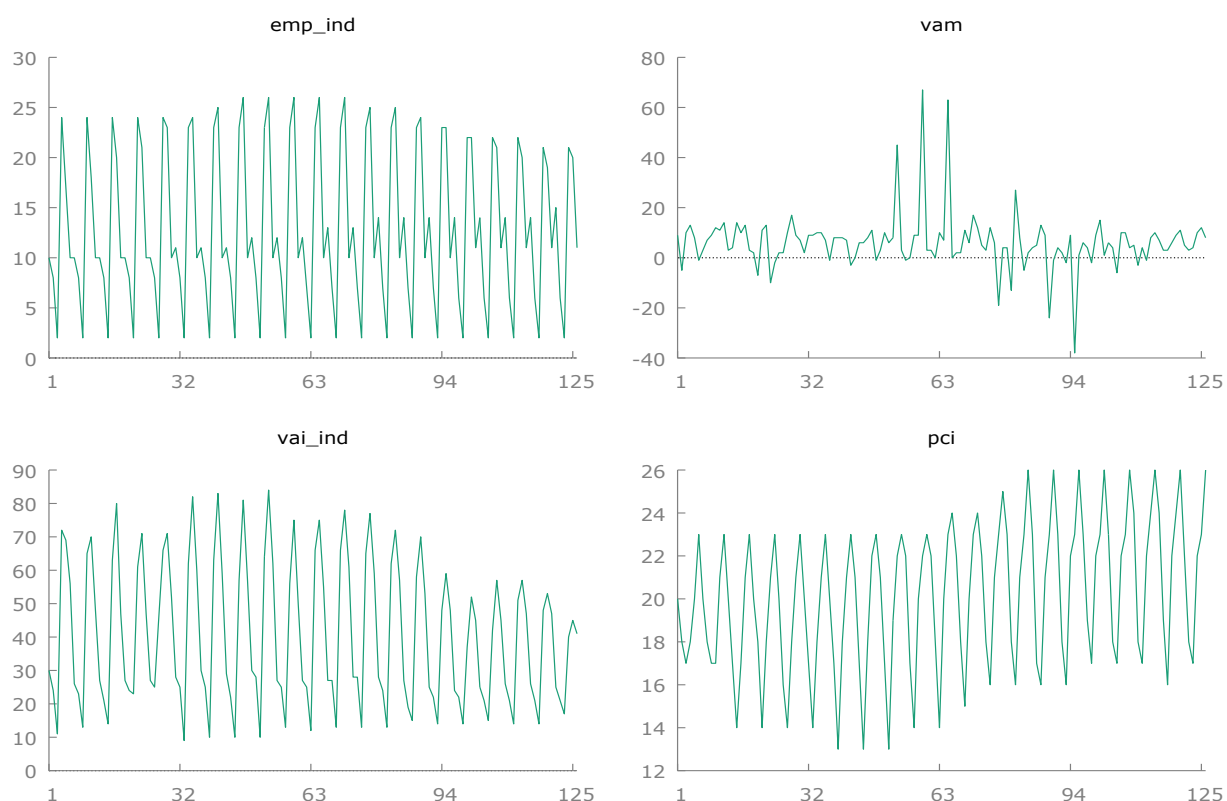
⁶ : Lectard Pauline (2016) « Les déterminants de la transformation productive soutenable dans le contexte des chaînes de valeur globales: une application aux pays en développement », Thèse de doctorat, école doctorale entreprise, économie et société – éd. 42 spécialité : sciences économiques, université de Bordeaux.



Source : auteurs à partir de la base des données de la Banque Mondiale (WDI).

La figure 1 ci-dessus illustre le poids des IDE dans le PIB dans la zone CEMAC. Elle montre que ce poids était plus ou moins considérable entre 2000 et 2004 où dans les pays comme la Guinée Equatoriale, ce taux a dépassé 60% du PIB. C'est à partir de 2005 jusqu'à 2019 que la part des IDE dans le PIB enregistre une baisse quasiment dans tous les pays de la CEMAC. Depuis la crise liée à la baisse du prix de pétrole, les IDE entrants dans la CEMAC ont fortement diminué et peinent à retrouver leur niveau des années 2000-2004. La figure montre néanmoins quelques efforts du Congo dans l'attractivité des IDE. Pendant que les pays étaient en pleine crise, la part des IDE dans le PIB au Congo est passée de 38% en 2015 à 40% en 2017. La tendance générale montre que cette part n'évolue plus.

Figure 2: Evolution des indicateurs de la performance industrielle dans la CEMAC



Source : auteurs à partir de la base de données de la Banque mondiale.

La figure 2 ci-dessus, illustre l'évolution des indicateurs de la performance industrielle dans la CEMAC. En effet, dans l'ensemble on constate que l'emploi du secteur industriel et le PCI évoluent très lentement tandis que la valeur ajoutée industrielle et la valeur ajoutée manufacturière évoluent en dent de scie. Dans tous les pays de la CEMAC, l'emploi industriel n'excède pas 26%. Quant à l'indice PCI, il n'atteint guère 30%. En ce qui concerne la valeur ajoutée manufacturière et la valeur ajoutée industrielle, certains pays de la CEMAC atteignent respectivement une valeur maximale de 67% et de 84%.

Tableau 2: Statistiques descriptives sur les performances industrielles et l'IDE dans la CEMAC

Variables	Mean	Median	S.D.	Min	Max
-----------	------	--------	------	-----	-----

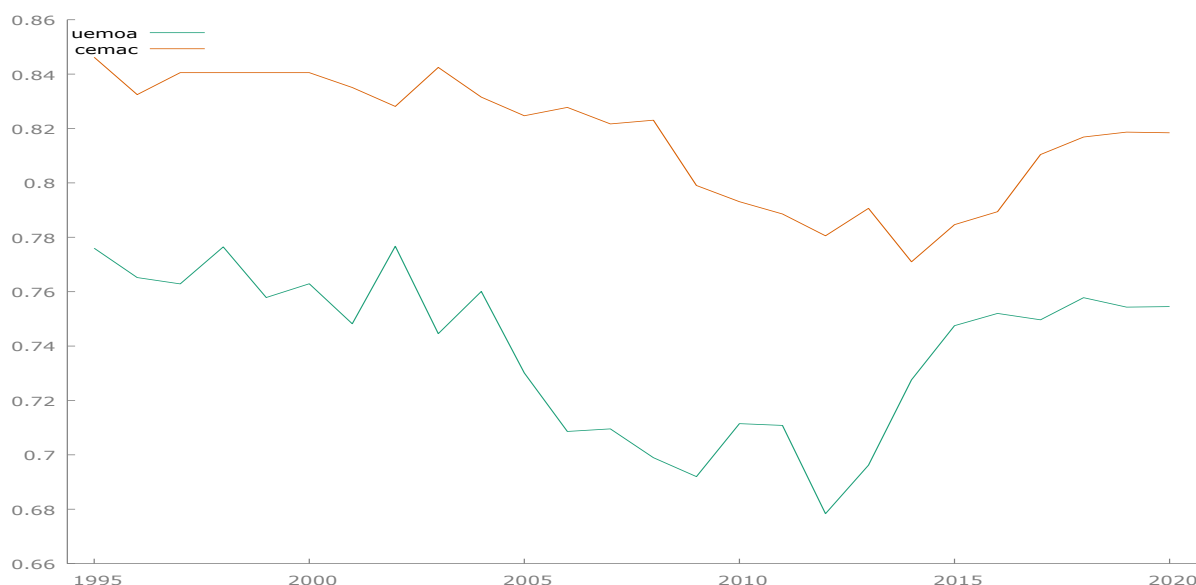
Emp_ind	12.9	10.5	7.86	2.00	26.0
VAM	6.12	6.00	11.3	-38.0	67.0
VAI	40.8	38.5	21.4	9.00	84.0
IDE	6.33	3.00	10.1	-5.00	64.0

Source : auteurs à partir de la base de données de la Banque mondiale.

La lecture de ce tableau 2 ci-dessus, fait comprendre que la zone CEMAC présente de faibles performances industrielles. En effet, la part de l'emploi du secteur industriel dans l'emploi total est en moyenne de 12.9%. Le pourcentage maximum est de 26%. On peut donc affirmer que l'emploi dans l'industrie bien qu'existant dans la zone CEMAC, est faible. Concernant la valeur ajoutée manufacturière en pourcentage du PIB, elle est seulement de 6.12 % en moyenne sur l'ensemble de la période.

Le pays le plus performant en termes de valeur ajoutée manufacturière dans la zone CEMAC présente un taux de 67%. Ce faible pourcentage de 6.12% montre que les pays de la CEMAC n'ont pas assez de capacité de transformer les matières premières en produits finis ou semi-finis. Quant à la valeur ajoutée industrielle, elle présente un pourcentage moyen de 40.8% et un taux maximal de 84%. C'est en termes de valeur ajoutée industrielle que les pays de la CEMAC sont plus ou moins performants. Sa contribution dans le PIB est assez considérable. Cette situation s'explique par l'importance de l'industrie pétrolière et minière dans l'économie dans la quasi-totalité des pays de la CEMAC. Ces résultats reflètent bien le profil industriel de la CEMAC. La plupart des pays de la CEMAC se caractérisent par la prédominance de petites unités industrielles avec une production généralement tournée vers les marchés nationaux et régionaux et par une forte concentration des produits à l'exportation comparativement à l'UEMOA (cf. figure 3a). Les matières premières et les produits de base sont très peu transformés, et ses exportations sont constituées essentiellement de matières premières et le tissu industriel des pays de la CEMAC est dominé par l'existence d'un nombre important de micro, petites et moyennes industries opérant dans le secteur informel.

Figure 3: Indice de concentration des exportations, comparaison : CEMAC-UEMOA



Source : auteurs à partir de la base de données de la CNUCED

L'indice de concentration des exportations mesure, pour chaque pays, le degré de concentration des produits à l'exportation (les services ne sont pas inclus). Il nous indique si une part importante des exportations d'un pays provient d'un nombre limité de produits ou si, au contraire, elles sont réparties d'une manière plus homogène entre un plus grand nombre de produits. Cet indicateur peut ainsi être utilisé comme un signal d'alerte d'une faible diversification des exportations, avec les vulnérabilités économiques que cela pourrait entraîner. Son évolution dans le temps peut également avertir sur des changements dans la structure productive d'un pays. Contrairement à l'indice de concentration des marchés, qui donne le degré de concentration des exportations au niveau d'un produit (c'est-à-dire, si les exportations du produit X sont concentrées sur quelques pays d'origine), cet indice de concentration des produits mesure la concentration des exportations au niveau d'un pays (c'est-à-dire si les exportations du pays A sont concentrées sur quelques produits).

Il ressort de cette figure que le degré de concentration des produits à l'exportation dans la zone CEMAC est plus élevé que celui de la zone UEMOA pendant toute la période ; ce qui montre un faible degré de diversification des économies des pays de la CEMAC par rapport aux pays de

l'UEMOA. Ce faible degré de diversification d'explique essentiellement par le faible degré d'industrialisation.

En ce qui concerne les IDE, ils représentent en moyenne 6.33% du PIB sur l'ensemble de la période. Ce faible pourcentage montre que la zone CEMAC attire moins d'IDE comparativement aux autres zones même si elle regroupe en son sein, les pays attractifs de par leur dotation en ressources naturelles.

IV.1.2. Analyse de la performance industrielle dans la CEMAC

Tableau 3: Performances industrielles de la CEMAC selon l'indice PCI et ses composantes

Variables	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max
PCI	126	20.159	3.321	13	26
Capital humain	126	31.127	5.58	21	42
Capital naturel	126	51.96	6.454	40	66
Energy	126	17.603	4.634	6	25
Transport	126	10.405	2.713	7	17
Tic	126	4.627	1.836	3	10
Institutions	126	30.349	7.064	17	49
Secteur privé	126	61.675	11.985	38	77
Changement structurel	126	12.841	4.26	1	17

Source : auteurs à partir de la base de données de la CNUCED.

Le tableau 3 ci-dessous montre que la zone CEMAC présente de fortes potentialités en ce qui concerne le secteur privé (score de 61.67) et le capital naturel (score de 51.96). Cependant, elle présente de faiblesses dans les autres composantes de l'indice PCI notamment les TIC (score de 4.62), le capital humain (score de 31.12), le transport (score de 10.40), l'énergie (score de 17.60) et le changement structurel (score de 12.84). Ces indicateurs étant des facteurs déterminants pour l'industrialisation, on peut affirmer que les faibles scores enregistrés sont en mesure de retarder le processus d'industrialisation dans la zone CEMAC. La moyenne de l'indice PCI dans cette zone est de 20.15 > 20 d'après les résultats du tableau 3. Selon les critères de notre classification, nous considérons la zone CEMAC comme une zone à faible capacité productive industrielle. D'après

la CNUCED (2018) le PCI aux Etats Unis était de 50.51 caractérisant sa forte capacité productive industrielle. La faible capacité productive de la zone CEMAC est l'un des facteurs de sa fragilité économique car les pays à faible capacité productive sont des pays à économies non diversifiées et exposées aux chocs extérieurs.

Tableau 4: Statistiques descriptives sur le poids des IDE et sur la performance industrielle dans les pays de la CEMAC : moyenne par pays pour la période (2000-2020).

Pays	(1) vam	(2) vai_ind	(3) pci	(4) ide	(5) empl_ind
Cameroon	3.47	27.09	21.66	1.80	12.28
Central African	2.09	23.47	17.66	1.4	7.23
Chad	7.90	14.90	15.23	7.19	2.00
Congo	8.90	57.71	19.80	12.95	22.90
Equatorial Guinea	10.42	69.57	22.23	10.19	22.71
Gabon	3.90	52.19	24.33	4.42	10.23

Source : auteurs à partir de la base de données de la Banque mondiale.

En considérant les résultats de chaque pays présentés dans le tableau 4, c'est la Guinée équatoriale qui est le pays le plus performant en termes de valeur ajoutée manufacturière, de la valeur ajoutée industrielle et de l'indice PCI. Ensuite, vient le Congo en termes de l'emploi dans le secteur industriel. C'est aussi le Congo qui attire plus d'IDE comparativement aux autres pays de la CEMAC avec une moyenne de 12.95% dans le PIB.

Tableau 5 : Classification des pays de la CEMAC selon les performances de PCI

	Pays à forte capacité productive	Pays à capacité productive moyenne	Pays à faible capacité productive	Pays à très faible capacité productive
Critères	PCI moyen > 50	PCI moyen compris entre 40-50	PCI moyen > 20	PCI moyen ≤ 20.
Pays	Aucun	Aucun	Cameroon, Equatorial	Central African Congo

			Guinea Gabon	Chad
--	--	--	-----------------	------

Source : auteurs à partir de la base de données de la CNUCED

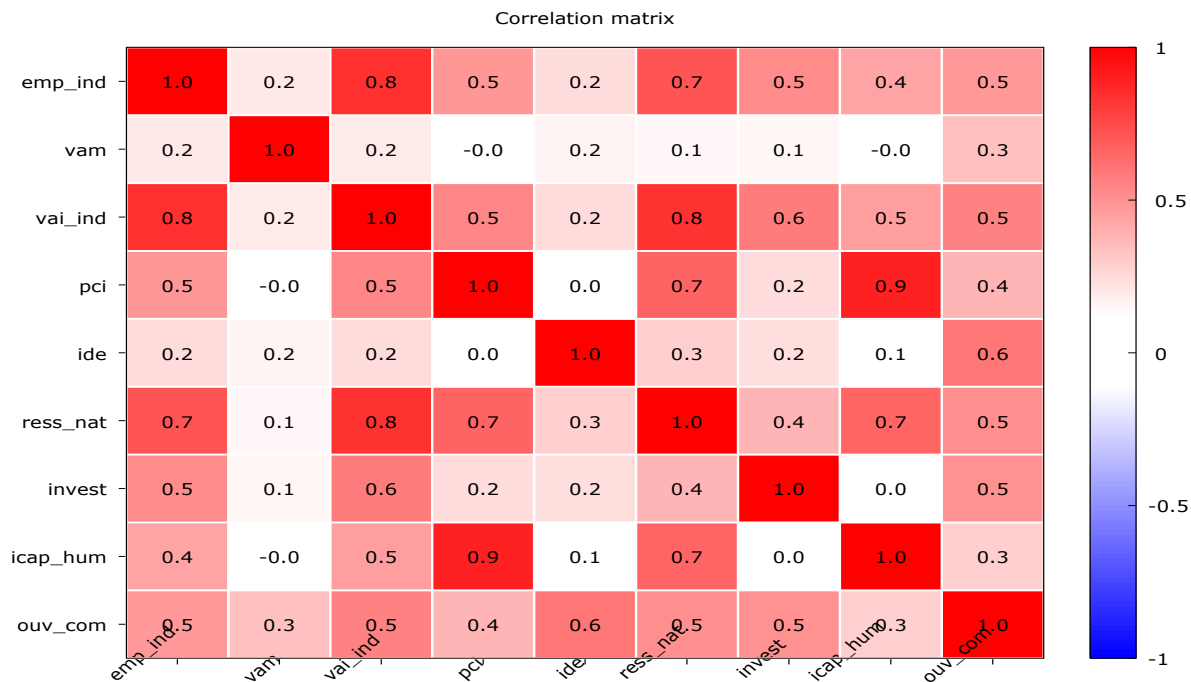
De cette classification, il ressort que la zone CEMAC regroupe en son sein, les pays à faible capacité productive et les pays à très faible capacité productive. Les IDE peuvent être considérés comme le mécanisme par lequel, la zone CEMAC pourrait utiliser pour renforcer ses capacités productives en général et ses performances industrielles en particulier.

IV.2. Analyse des résultats économétriques

IV.2.1. Etude de la corrélation

De cette matrice, on observe que l'IDE n'est pas corrélé avec le PIB par habitant et les institutions mais positivement corrélé avec l'ouverture commerciale, le capital humain et l'urbanisation. On observe aussi une forte corrélation entre l'indice du capital humain et l'urbanisation. Le coefficient de corrélation est de 0.9 et tend vers 1 (valeurs colorées en rouge reflètent les mêmes variables). On ne peut donc utiliser ces deux variables simultanément dans la même équation pour éviter le problème de colinéarité. Pour ce travail, l'indice du capital humain est privilégié dans les équations de la performance industrielle car la réussite des ambitions de la diversification économique et de l'industrialisation requiert la disponibilité d'une main-d'œuvre qualitative et quantitative adéquate. Nous considérons que l'investissement en capital humain en Afrique est un passage obligé pour une meilleure productivité et une compétitivité améliorée de l'industrie. De même, la promotion d'une industrialisation inclusive et intensive en technologie souhaitée par l'Afrique ne saurait être portée par une main-d'œuvre non-qualifiée et le nouvel agenda de développement de l'Afrique exige que le système éducatif soit techniquement aligné aux besoins de l'industrie. La variable urbanisation est utilisée dans l'équation de la capacité productive (équation 4).

Figure 4 : Matrice de corrélation des variables



Source : auteurs

IV.2.2. Présentation des résultats économétriques

Dans les tableaux 6 et 7 ci-dessous, les statistiques AR (1) et AR (2) représentent les tests d'autocorrélation d'ordres 1 et 2. Les valeurs reportées dans le tableau ci-dessus sont les p-values des statistiques AR (1) et AR (2). Ces valeurs montrent bien qu'il y a une absence d'autocorrélation. Dans nos régressions, les résultats des tests de sur identification d'Hansen ainsi que d'autocorrélation de second (AR (2)) ordre sont conformes aux attentes du fait que les p-values sont toutes supérieures aux différents seuils de 1% ; 5% et 10%. Cependant, elles ne nous permettent pas de rejeter l'hypothèse H_0 , celle de la validité des variables retardées comme instruments, ce qui traduit la bonne spécification des modèles notamment en ce qui concerne le choix des instruments ainsi que celle d'absence de corrélation d'ordre 2 des résidus. Les modèles ont été également robustes aux divers changements du nombre de retards considéré pour les variables servant d'instruments. Le modèle étant valide sur les plans statistique et économétrique, il est dès lors question de passer à l'interprétation et à la discussion des résultats.

Tableau 6 : Résultats des régressions par la méthode GMM en deux étapes

Variables	(VAI) Model 1	(VAM) Model 2	(EMP_IND) Model 3	(PCI) Model 4
L.vai_ind	0.526*** (0.152)			
ide	-0.0147 (0.0670)	0.0465 (0.0670)	-0.126 (0.0831)	-0.106* (0.0564)
ress_nat	0.519*** (0.198)	-0.0819 (0.0568)	-0.121** (0.0589)	
icap_hum	-0.900* (0.489)	0.447** (0.204)		
L.vam		0.672*** (0.0566)		
L.emp_ind			1.362*** (0.108)	
ouv_com			2.07e-07*** (7.15e-08)	1.55e-07** (7.72e-08)
L.pci				0.696*** (0.167)
invest				-0.00238*** (0.000802)
Constant	13.76 (9.753)	-7.121 (6.403)	2.617 (2.164)	6.052* (3.098)
Observations	120	120	120	120
Number of code pays	6	6	6	6
AR(1)	0.105	0.188	0.246	0.115
AR(2)	0.648	0.279	0.303	0.403
Hansen test (p-value)	0.296	0.342	0.256	0.641
Number of instruments	6	6	6	6
Prob > chi2	0.000	0.000	0.000	0.000

Standard errors in parentheses

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Test de Hansen J^7 ou Sargan: H_0 : Non corrélation des instruments avec les résidus (test de validité des instruments);

Test d'Arellano et Bond (AR2) : H_0 : Absence d'un effet AR pour les résidus.

Source: auteurs.

IV.2.3. Discussion des résultats économétriques

Dans tous les modèles, il ressort que les IDE n'ont pas d'effet positif et significatif sur les variables traduisant les performances industrielles. Ce qui veut tout simplement dire que les IDE entrants dans la CEMAC n'améliorent pas les performances industrielles de cette zone. On peut se permettre de dire que les IDE ne favorisent pas l'industrialisation dans la zone CEMAC. Toutes les variables de la performance industrielle retardées d'une année sont positives et significatives. Cela montre que l'industrialisation de l'année précédente est un signal fort pour l'industrialisation en cours et donc l'industrialisation en cours est susceptible de s'accélérer dans une région déjà industrialisée dans le passé. Pour les investisseurs qui ont relativement peu de connaissances sur la région CEMAC, ce signal devrait avoir un impact particulièrement important sur le choix de la localisation des entreprises et sur la politique industrielle de la région. Malheureusement, la région CEMAC est une région sous industrialisée.

En effet, les résultats du modèle 1 montrent que les IDE entrants dans la CEMAC exercent un effet négatif et significatif au seuil de 5% sur la valeur ajoutée industrielle (VAI). Une augmentation de 1% du ratio IDE et PIB génère paradoxalement une diminution de la valeur ajoutée industrielle rapportée au PIB de 1.89 point ; ce qui est contraire aux résultats attendus ainsi que de ceux obtenus par Zhang (2014) qui montre que les IDE améliorent la compétitivité de l'industrie en Chine. Si, selon Nkoa (2016), les IDE ont contribué positivement à l'industrialisation en Afrique en général et dans toutes les sous- régions en particulier, il n'en est pas de même pour le cas de la CEMAC. Nous pouvons dire que le faible tissu industriel dont sont caractérisés les pays de la CEMAC peut faire de telle sorte que les IDE entrants ne soient pas en mesure de booster le secteur industriel ou de contribuer à l'augmentation de la part de la VAI dans le PIB. De même, les IDE notamment au Congo, au Gabon et en Guinée Equatoriale sont

⁷ Dans le cas d'une estimation à deux étapes robuste, seul le test d'Hansen est interprété et considéré.

essentiellement orientés vers le secteur pétrolier, secteur n'arrivant pas jusque-là à produire des effets d'entraînement sur les autres secteurs d'activités. Ngouhouo (2008) montre qu'environ 85% des IDE dans la CEMAC sont investis dans le secteur des hydrocarbures et des minerais, 11% dans le secteur manufacturier (industrie) et environ 4% dans les services (tertiaire). En semant le pétrole, il est difficile de récolter l'industrie car le pétrole tend à engendrer une logique de rentier qui décourage le travail productif. Aussi faudrait-il souligner que les IDE orientés vers l'industrie demeurent encore faibles dans la CEMAC et ceux-ci seront inopérants en termes d'industrialisation. L'analyse des variables de contrôle montrent qu'aucune variable n'influence significativement la valeur ajoutée industrielle (industrie). L'ouverture commerciale a un signe négatif bien que non significatif. Mais elle permet de comprendre que l'ouverture commerciale au sein de la CEMAC fragilise d'une manière non significative l'industrie locale. Les résultats de ces variables de contrôle montrent aussi que pour que les IDE jouent efficacement sur l'industrie, plusieurs préconditions doivent être remplies entre autres : l'amélioration du niveau de vie des habitants (PIB/hbt), les réformes institutionnelles et le renforcement du capital humain (capacité d'absorption de la main d'œuvre). Cela ne s'est pas encore véritablement observé dans la CEMAC.

S'agissant du modèle 2, les IDE ont un effet non significatif sur l'emploi du secteur industriel. Une augmentation des entrées d'IDE ne s'est pas traduite d'une augmentation significative des emplois créés dans le secteur industriel. Ce résultat corrobore les conclusions de la recherche de Nkoa (2016) pour le cas de l'Afrique Centrale. Selon cet auteur, l'impact des IDE sur l'emploi industriel est négatif et significatif en Afrique Centrale (-17,95%). Il n'est donc pas surprenant d'observer ce résultat dans la CEMAC qui regroupe les pays de l'Afrique Centrale. Ce résultat peut se justifier par le fait que les IDE dans la CEMAC sont essentiellement orientés vers le secteur extractif, secteur demandant une main d'œuvre hautement qualifiée et peu nombreuse. Le personnel qualifié pour les industries de pointe est rare en Afrique en général et en zone CEMAC en particulier contrairement à la main d'œuvre qualifiée et semi-qualifiée. Ce qui ne permet pas de créer suffisamment des emplois locaux dans ce secteur et de constater dans quelle mesure la population locale est éloignée de l'industrialisation de leur pays. Les résultats du modèle 2 sont alors contraires à la théorie de la croissance endogène qui reconnaît en l'investissement direct

étranger un moyen de faire augmenter la dotation du pays d'accueil en capital humain, d'accélérer le changement technologique, de créer les emplois dans l'industrie. On observe des signes négatifs aux coefficients de l'indice du capital humain et de l'ouverture commerciale.

Concernant le modèle 3, les résultats indiquent que les IDE contribuent négativement mais pas significativement à la production manufacturière. Cela témoigne de l'insuffisance des investisseurs étrangers directs de la CEMAC de pouvoir mettre en œuvre des industries de transformation. Ce constat a été fait aussi au niveau de l'Afrique subsaharienne (ASS). [Odouola et al. \(2021\)](#), ont montré que l'investissement direct étranger exerce un impact négatif et significatif sur la valeur ajoutée manufacturière en ASS. Ainsi, le fait que les IDE dans la CEMAC soit essentiellement concentrés sur le secteur extractif, cela constitue un frein à l'essor de l'industrialisation notamment l'industrie de transformation et de fabrication. Les IDE ne constituent donc pas le mécanisme par lequel, les pays de la CEMAC peuvent utiliser pour transformer structurellement leurs économies. La valeur ajoutée manufacturière n'a pas subi une augmentation suite aux entrées d'IDE comme voudrait bien la théorie du changement structurel.

Pour ce qui est du modèle 4, les résultats ont montré que les IDE contribuent significativement au seuil de 10% à la diminution des capacités productives des pays de la CEMAC, donc à leur fragilité économique. Le [FMI \(2015\)](#) définit les économies fragiles comme les économies qui se caractérisent généralement à la fois par des institutions faibles et ne servant pas l'intérêt général, par une gouvernance déficiente et par des difficultés à poursuivre des objectifs d'intérêt commun au niveau national. Il s'ensuit que ces économies présentent généralement un risque élevé d'instabilité tant politique (guerre civile incluse) qu'économique (en raison d'un manque de services publics, d'une gestion économique inadaptée et d'une difficulté à absorber les chocs ou à y riposter). Les résultats indiquent qu'une augmentation de 1% du ratio IDE/PIB entraîne une baisse de capacité productive de 0.3 point. Les IDE n'améliorent pas les capacités des pays de la CEMAC à produire les biens et services. Ce qui corrobore avec les résultats de [Nkoa et Simon \(2021\)](#) qui soulignent que les IDE accroissent la fragilité économique des pays africains. Dans la zone CEMAC cela apparaît évident du fait que les IDE entrants ne sont pas investis dans l'industrie de transformation et de fabrication dont son rôle est de renforcer la capacité productive d'un pays. Quant à l'ouverture commerciale, elle contribue significativement aux capacités de

production locales au seuil de 10%. En effet, la libéralisation du commerce dans les pays de la CEMAC et la politique d'ouverture ont attiré de nombreux investisseurs étrangers notamment ceux en provenance des pays émergents ; ce qui constitue une occasion pour le renforcement des capacités productives grâce aux transferts de technologies et d'expérience avec les entreprises locales.

L'urbanisation n'a pas d'effet sur les capacités de production. Cela s'explique par le fait que dans la zone CEMAC elle ne s'est pas accompagnée, de meilleures conditions de production. Une autre raison est la dotation en ressources naturelles. Dans les pays qui dépendent fortement des exportations de ressources naturelles, les économies urbaines ont tendance à être dominées par les services non échangeables (« villes consommatrices »). C'est ainsi que dans les pays exportateurs de ressources naturelles, l'urbanisation est très peu liée au développement du secteur manufacturier contrairement aux pays qui n'exportent pas de ressources naturelles (BAD-OCDE-PNUD (2016)). L'urbanisation rapide peut être un atout puissant pour l'industrialisation, à condition qu'elle soit exploitée dans un cadre politique intersectoriel ancré dans la planification du développement national (CEA, 2017).

Trois (3) enseignements peuvent être tirés de ces résultats empiriques. Premièrement, les IDE entrants n'ont pas amélioré significativement les performances industrielles de la CEMAC. Deuxièmement, l'industrialisation prônée en bloc par les pays de la CEMAC en vue d'atteindre l'émergence économique ne s'est pas réalisée à travers les IDE entrants. Troisièmement, les IDE entrants dans la CEMAC n'ont pas permis aux pays de transformer structurellement leurs économies. Au contraire, ils ont fragilisé les économies des pays en diminuant leurs capacités productives. Les pays pauvres qui souhaitent faire des avancées significatives sur le chemin du développement, devraient avant toute chose modifier profondément la structure de leurs économies et monter en gamme dans les chaînes de valeur mondiales (AfDB, 2014 ; Horner et Nadvi, 2018 ; Kouty et Ongono, 2017). Dès lors que les pays de la CEMAC n'arrivent pas à transformer structurellement leurs économies, il sera impossible d'espérer à l'émergence économique.

IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE

Le renforcement du secteur industriel représente pour l'Afrique, le seul moyen pour rattraper son retard et assurer son développement (Islem et al. 2017). En effet, l'industrialisation accroît la capacité des pays à assurer une position dominante à l'échelle internationale.

L'objectif de cet article était d'étudier empiriquement les effets des IDE sur les performances industrielles dans la zone CEMAC avec comme proxy la valeur ajoutée industrielle, l'emploi dans le secteur industriel, la valeur ajoutée manufacturière et l'indice de capacité de production. La recherche menée montre que la zone CEMAC est caractérisée par de faibles performances industrielles car elle regroupe en son sein, les pays à faible capacité productive (Cameroon, Equatorial Guinea et Gabon) et les pays à très faible capacité productive (Congo Central African et Chad).

Les différentes régressions des modèles GMM en panel dynamique montrent d'une manière générale que les IDE entrants dans la CEMAC n'ont pas amélioré les performances industrielles des pays. Ils n'ont pas aussi favorisé l'industrialisation et la transformation structurelle tant souhaitées par les pays en vue d'atteindre l'émergence économique du fait de leur effet négatif et significatif sur les capacités productives des pays. Par contre, la Chine, l'Inde, le Japon, la Taïwan et le Singapour ont profité d'afflux massifs d'IDE pour transformer structurellement leurs économies. En Chine par exemple, la majeure partie des IDE est orientée dans le secteur industriel. Chen (2004) a montré qu'en Chine, un tiers de la production industrielle en 2002 a été réalisée par les entreprises à capitaux étrangers ; ce qui a permis de booster l'industrialisation du pays. Il convient de noter aussi que Tafirenyika (2021) a montré que la Chine a pu industrialiser son économie entre 1978 et aujourd'hui principalement grâce à sa capacité d'attirer des IDE et sa stratégie agressive d'industrialisation orientée vers l'exportation. De plus, dans le cas de l'Afrique, aucune industrialisation significative n'a eu lieu, et les montants d'IDE entrants que l'ensemble du continent reçoit sont bien inférieurs à ceux que la Chine reçoit indique cet auteur.

Sur la base des résultats obtenus, notre article propose trois implications de politique économique. La première consiste à une sélectivité des investisseurs étrangers orientés vers le secteur de transformation ou industriel afin de promouvoir l'industrialisation à travers les IDE entrants d'une part et de l'autre, augmenter la part de l'emploi industriel dans l'emploi total. La deuxième consiste à renforcer le capital humain pour bâtir des compétences pour

l'industrialisation ainsi qu'à renforcer le rôle des institutions pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'application de la politique industrielle. La troisième c'est la création des conditions de production dans les villes capitales pays de la CEMAC afin que l'urbanisation soit réellement un facteur clé de l'industrialisation. Enfin, si elle réalise sa transformation économique grâce aux IDE entrants, la zone CEMAC optimisera l'utilisation de ses ressources naturelles qui sont épuisables et même non renouvelables pour certaines. En outre, dans la mesure où la transformation structurelle favorise le développement industriel, elle élargit la gamme des moteurs de croissance et développe la résilience aux chocs sur les prix des produits de base.

Bibliographie

- Adegboye, FB et Ojo, Joshua AT et Ogunrinola, Ifeoluwa I. (2016). *Foreign Direct Investment and Industrial Performance in Africa*. Les sciences sociales, 11 (24). p. 5830-5837. ISSN 181.8-5800.
- AfDB (2014). Global value chains and Africa's industrialization, Tunis, African Development Bank and United Nations Development Programme.
- BAD-OCDE-PNUD (2016). *Perspectives économiques en Afrique 2016 : Villes durables et transformation structurelle*. Paris: Publication de l'OCDE.
- Bouoiyour, J. (2006). Productivité du travail, capital humain et écart technologique dans les industries manufacturières marocaines. University Library of Munich, Germany.
- Bouoiyour, J., & Toufik, S. (2007). L'impact des investissements directs étrangers et du capital humain sur la productivité des industries manufacturières marocaines. *Région et développement*, 25, 115-136.
- Bornsztein E., De Gregorio J., et Lee J-W (1998). "How does foreign direct investment affect economic growth?". *Journal of International Economic*, No. 45, pp. 115-135
- CEA (2017). L'industrialisation et l'urbanisation au service de la transformation de l'Afrique. Rapport économique sur l'Afrique, Addis-Abeba, Éthiopie.
- Christina Wolf et Sam Kee Cheng., (2018). IDE chinois en Angol et en Ethiopie: entre voies volantes et colonisation des ressources. *Ecoles d'Etudes orientales et africaines*, 2018.
- CNUCED (2006). Rapport 2006 sur les pays les moins avancés : Développer les capacités productives (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.06. II. D.9. New York et Genève).
- CNUCED (2020). UNCTAD Productive Capacities Index: Methodological Approach and Results (publication des Nations Unies. Genève).
- De Mello, Jr., Luiz, R. (1999). Foreign Direct Investment-led growth: evidence from time series and panel data. *Oxford Economic Papers*, 51, pp. 133-151.
- Djankov, S. and Hoekman, B. (2000). Foreign Investment and Productivity Growth in Czech Enterprises. *The World Bank Economic Review* » vol. 14 (1), pp. 49-64.

- Dunning, J. (1977). "Trade, location of economic activity and the MNE: a search for an eclectic approach in The International Allocation of Economic Activity". Edited by B. Ohlin and P.O.Hesseltborn. London: Macmillan, 395-418.
- Etah Ivo Ewane et Ibrahim Ngouhouo (2020). "Effets des IDE sur l'industrialisation: une approche comparative entre les pays membres de la zone franc et non membres de la zone franc". Asian Journal of Economics Modeling, 8(2), 123-132, 2020.
- FMI (2015). Accroître la résilience dans les États fragiles d'Afrique subsaharienne. Washington, D.C.: International Monetary Fund, 2015.
- Gui-Diby S., Renard, M. F. (2015), Foreign Direct Investment Inflows and the Industrialization of African Countries, World Development, 74, 43-57.
- Haskel, J., Pereira, S., Slaughter, M. (2007). Does Inward Foreign Direct Investment Boost the Productivity of Domestic Firms? The Review of Economics and Statistics, 89, 482-496.
- Hirschman AO (1958). The Strategy of Economic Development. Yale University Press. New Haven
- Horner, R. et Nadvi, K. (2018). Global value chains and the rise of global South: Unpacking twenty-first century polycentric trade, Global Networks, vol. 18, No. 2, pp. 207-237. DOI : [10.1111/glob.12180](https://doi.org/10.1111/glob.12180)
- Islem K. et al. (2017). « Investissements directs étrangers et industrialisation de l'Afrique », International Journal of Innovation and Applied Studies ISSN 2028-9324 Vol. 21 No. 3 Oct. 2017, pp. 477-49.
- Kouty, M. et Ongono, P. (2017). Upgrading in global value chain: the case of sub-Saharan African countries, dans D. Seck (sous la direction de), Investment and competitiveness in Africa, New York, Springer international publishing, pp. 177-190.
- Liu Jie et Abdiaziz Shamshedin. (2019). L'impact des IDE sur l'industrialisation en Ethiopie. Journal international de recherche académique en sciences commerciales et sociales, 9(7) ; 726-742, 2019.
- Markovitz H. (1970). Portfolio Analysis. New Haven.
- Mucchielli Jean louis (1998). "Multinationales et mondialisation ". Editions Seuil, Paris, Mai.
- Nkoa [Bruno Emmanuel Ongo](#) et [Jacques Simon Song](#) (2021). Les fragilités en Afrique : une explication par les investissements directs étrangers ? » [Mondes en développement 2021/1 \(n°193\)](#), pages 47 à 68.
- Nkoa, Bruno. Emmanuel Ongo (2016). Investissements directs étrangers et industrialisation de l'Afrique: un nouveau regard. Innovations, (3), 173-196.
- Oduola, M., Bello, MO et Popoola, R (2021). Investissement direct étranger, institution et industrialisation en Afrique subsaharienne. *Econ Change Restruct* (2021). <https://doi.org/10.1007/s10644-021-09322-y>
- Rodriguez-Clare, A., 1996, Multinationals, Linkages, and Economic Development, the American Economic Review, 86, 852-873.
- Sulser, T. B., Mason-D'Croz, D., Islam, S., Robinson, S., Wiebe, K., & Rosegrant, M. W. (2015). Beyond a middle-income Africa Transforming African economies for sustained

growth with rising employment and incomes. In O. Badiane & T. Makombe (Eds.), ReSAKSS Annual Trends and Outlook report 2014: International Food Policy Research Institute (IFPRI). Retrieved from: <https://doi.org/10.2499/9780896298927>.

- Vernon, R. (1966). "International Investment and International Trade in the Product Cycle". Quarterly Journal of Economics, vol.80, pp.190-207.
- Young, A. (2012). The African growth miracle. Journal of Political Economy, 120(4), 696-739.
- Zhang, K. (2014). "How does Foreign Direct Investment affect Industrial Competitiveness? Evidence from China.", China Economic Review, 30, 530-539.